

**Le cercle de réflexion waAza condamne avec fermeté, l'assassinat du Conseiller national, Jean-Emmanuel Ndjaraoua, représentant la préfecture de la Haute Kotto au Conseil National de Transition (CNT), parlement provisoire de Centrafrique.**

Cet acte ignoble, faut-il le rappeler, a été commis à l'issue d'une session extraordinaire du CNT à Bangui, lors de laquelle les parlementaires ont vivement interpellé, le Premier ministre sur l'insécurité qui perdure, et la responsabilité du gouvernement qu'il dirige. En effet, depuis sa mise en place, celui-ci, ne semble aucunement, engagé à poser des actes fermes, concrets et exemplaires, en vue de neutraliser à la fois les Seleka et les Anti-BalAka, qui eux, continuent de semer la terreur partout, sans aucune inquiétude.

Le Cercle de réflexion waAza, condamne avec la dernière énergie, toutes tentatives d'intimidation, de meurtre et d'assassinat, commis envers toute personne vivant en Centrafrique, et plus particulièrement, à l'endroit des membres du Conseil National de Transition, qui ont également pour mission et devoir, d'exprimer leur indignation contre tout acte de barbarie.

En conséquence, le Cercle de réflexion waAza, déclare que ces faits qui sont rien d'autre, que des assassinats politiques, sont à mettre sur le compte, d'une absence notoire des manquements graves imputables au nouvel exécutif bicéphale, incapable, de proposer et de concrétiser des mesures convenables aux Centrafricains.

Le Cercle de réflexion waAza, rend responsable tous les acteurs de cet échec, notamment :

- Madame Cathérine Samba-Panza, Présidente de Transition, le Premier Ministre et son gouvernement dit de « technocrates », pour déficit de gouvernance ;
- L'ancien Président de Transition Mr Michel Djotodia Am Nondroko et son groupe hétérogène de SELEKA, ainsi que l'ancien Président François Bozizé, et sa nébuleuse Anti BalAka, pour banditisme d'Etat, assassinats politiques et crimes divers contre le peuple centrafricain.

Le Cercle de réflexion waAza, demande instamment à la CPI, au LCDH, au FIDH et aux Nations Unies, de renforcer le dispositif pénal préliminaire, de manière à diligenter rapidement les enquêtes nécessaires, clarifier et établir toutes les responsabilités, afin que leurs auteurs soient traduits en justice et condamnés. Cette démarche, pour être complète et totale, devra inclure nécessairement les périodes antérieures à 2003.

Le Cercle de réflexion waAza, demande aux deux gouvernements dits de « technocrates » constitués au niveau de la Primature, et de la Présidence, de rompre avec les vieilles méthodes tribalistes, claniques et népotistes qui ont caractérisé tous les gouvernements précédents, et constitué le terreau de la tragédie Centrafricaine.

Le Cercle de réflexion waAza, rappelle à Madame Catherine Samba-Panza, qu'elle n'était pas sans savoir, toutes les difficultés et tous les maux qui gangrèment la République Centrafricaine avant de poser sa candidature, et être élue Présidente de Transition, Chef de l'Etat. Dès lors, son engagement moral, et ses responsabilités de Dirigeante suprême l'obligent, sans tarder, vis à vis du peuple centrafricain, non seulement à des paroles creuses d'apaisement, mais aussi et surtout, à des actes forts, ici et maintenant.

Fait à Paris le 11 février 2014  
[contact@waaza.org](mailto:contact@waaza.org)